

Centenaire 11 novembre : le moment de réveiller l'âme de la France



Le 22 septembre dernier, une lettre ouverte signée par huit généraux était envoyée au président de la République pour lui soumettre trois sujets de réflexion. Ces derniers exposaient trois requêtes dont le contenu était susceptible de contribuer à redonner à nos concitoyens l'envie de croire en l'avenir. Il pouvait, en effet, favoriser ou constituer l'amorce d'un retour à une unité de la nation perdue car aujourd'hui fracturée et malmenée par la lâcheté et la trahison manifestées, depuis longtemps, par nos élites politiques. Il était susceptible de restituer aux Français la fierté

d'appartenir à un grand peuple, sentiment disparu et cependant si nécessaire pour construire l'avenir, mais maltraité, il faut bien le reconnaître, par des discours permanents de repentance injustifiée.

La première réflexion portait sur le sens à donner à cette célébration du Centenaire de la Grande Guerre. Au-delà d'une commémoration rehaussée par la présence de nombreux chefs d'État étrangers qui se traduit naturellement par un devoir de mémoire à l'égard des morts pour la patrie, et compte tenu des circonstances à l'égard de tous les morts de la Grande Guerre, la célébration de la victoire et la mise à l'honneur de nos armées semblaient une évidence pour tous. C'était, en effet, l'occasion pour la nation française d'être rassemblée pour exalter les valeurs patriotiques qui sont le ciment de son unité. Une vraie démocratie peut-elle d'ailleurs exister sans patriotisme ?

La deuxième réflexion ou proposition portait sur l'importance de témoigner à nos Poilus, à l'occasion de ce centenaire, la reconnaissance de la nation par un geste fort qui consacrerait ces valeurs patriotiques de courage, d'abnégation, de dépassement de soi qui ont guidé l'engagement et le sacrifice de nos soldats au cours de la Grande Guerre. L'attribution à titre posthume de la Légion d'honneur peut constituer ce geste fort et a donc été proposée au président de la République.

La troisième proposition, enfin, exprimait l'idée de faire participer les familles – et en particulier la jeune génération – à ces célébrations avec un portrait de leur défunt aîné honoré par la France. Cette démarche a le mérite, outre l'instauration d'une communion du devoir de mémoire entre générations conduite dans le souvenir du sacrifice de nos aînés, de favoriser un renforcement – nécessaire – de la cohésion nationale aujourd'hui fracturée.

À quelques jours de la célébration de ce centenaire, face à cette requête formulée par une dizaine de serviteurs de l'État

et de la nation qui ont, tout au long de leur carrière, commandé et obéi selon la formule consacrée « *pour le bien du service, l'exécution des règlements militaires, l'observation des lois et le succès des armes de la France* » – et dont l'ambition double est de témoigner la reconnaissance du pays à ceux qui se sont battus pour sa liberté et de rassembler aujourd'hui les Français – le silence du président de la République est assourdissant. Et cette absence de réponse ne peut être comprise que comme un manque de considération, voire du mépris, à l'égard de ceux qui portent l'uniforme.

Car si ces trois requêtes n'ont reçu aucune réponse, l'Élysée faisait savoir par voie de presse, le 18 octobre, qu'il n'y aurait pas de défilé ou de parade militaire, une décision prise en accord avec l'Allemagne (sic) ajoutant que « *le sens de cette commémoration n'est pas de célébrer la victoire de 1918, mais plutôt de rendre hommage aux combattants qui étaient pour l'essentiel des civils que l'on avait armés* ». Par ailleurs, le président réfutait l'idée d'un hommage rendu aux Invalides aux huit maréchaux de France qui ont été les artisans de la victoire. Cet hommage était pourtant inscrit dans le programme et avait d'ailleurs été annoncé le 18 septembre par deux ministres lors d'un déplacement.

On ne peut que regretter une telle décision. Mais ces regrets ne peuvent que se transformer en colère car, en réalité, cette décision sacrifie le sens même de la célébration de ce centenaire, à savoir la victoire sur un agresseur, l'Allemagne impériale, particulièrement criminel dans la conduite de la guerre et utilisant notamment, pour la première fois, les gaz de combat. On pouvait donc, sans consulter l'Allemagne – le vainqueur ne se soumet pas au vaincu – décider à la fois de rendre hommage aux combattants et de célébrer la victoire. Ces deux actions ne sont pas incompatibles ni exclusives l'une de l'autre. Par ailleurs, affirmer que nos soldats « *étaient pour l'essentiel des civils que l'on avait armés* » est, d'une part révélateur d'une méconnaissance prodigieuse de notre Histoire,

et constitue d'autre part une insulte pour l'armée française qui s'est battue pour que vive la France. De plus, en énonçant une telle ineptie, l'Élysée adopte un discours victimaire démontrant son incapacité à comprendre les ressorts qui animent un peuple menacé qui se défend pour sa survie. Non, nos soldats n'ont pas été que des victimes. Ce sont des héros. C'est précisément la raison pour laquelle la célébration de leur victoire est légitime car méritée. Mais elle est délibérément sacrifiée de façon incompréhensible – pour ne pas froisser l'Allemagne – par un président de la République ignorant de l'Histoire militaire de son pays, et finalement de son Histoire tout court, sur l'autel de la bien-pensance guidée par la repentance et d'une vision toute personnelle de l'Europe qu'il croit pouvoir imposer seul en remplaçant la souveraineté nationale et populaire par une énigmatique et contestable souveraineté européenne. Se rend-il compte que son *itinérance mémorielle* débute par un contresens historique puisqu'il y célèbre la défaite de Morhange ? Par ailleurs, cette *itinérance* ne se décline-t-elle pas avec *l'errance* qui définit parfaitement l'élite hors-sol qui nous gouverne ? En fait, le président veut la disparition de la nation française, des nations européennes. Et s'il est « *frappé par la ressemblance entre le moment que nous vivons et celui de l'entre-deux-guerres* », il démontre, en s'attaquant violemment aux peuples européens qui se réveillent face à la menace islamique, qu'il n'a pas fait le bon diagnostic sur les vrais dangers qui pèsent aujourd'hui sur l'Europe et en particulier sur la France. Car sa comparaison avec l'entre-deux-guerres est une absurdité : les nationalismes étaient alors expansionnistes et totalitaires ; ce qu'il qualifie aujourd'hui de nationalisme, de populisme ou de lèpre n'est que l'expression de l'instinct de survie des peuples et la traduction de leur volonté de défendre leur identité et leur souveraineté. Il serait donc bien inspiré d'écouter ces derniers et de méditer les propos édifiants de son ministre de l'Intérieur démissionnaire, car un chef d'État ne peut pas se dérober impunément à la réalité.

Alors, sur les trois requêtes présentées au président de la République dans la lettre ouverte du 22 septembre dernier restée sans réponse, la troisième des propositions doit être prise en compte et réalisée par les Français eux-mêmes capables de s'affranchir ici du seul bon vouloir du prince. Car les familles ont toutes, parmi leurs ascendants disparus aujourd'hui, un ou plusieurs aînés qui ont combattu pendant la Grande Guerre, nombreux y laissant leur vie sur le champ de bataille, d'autres sérieusement blessés avec de terribles séquelles jusqu'à la fin de leurs jours. Ce 11 novembre 2018 doit être pour les Français l'occasion de leur témoigner leur reconnaissance et de leur rendre un hommage digne de leur sacrifice en marquant de manière particulière cet événement exceptionnel que représente la célébration du Centenaire. J'invite donc les familles françaises à se rendre massivement, dans toute la France, au monument aux morts de leur commune pour participer à cet hommage en portant le portrait de leurs aïeux qui se sont battus pour que la France reste libre. Et cet appel s'adresse plus particulièrement à celles résidant en région parisienne pour qu'elles soient présentes sur les Champs-Élysées avec le portrait de leurs aïeux pendant la cérémonie officielle en présence de tous les chefs d'État. Cette pratique pourrait ainsi, à l'instar du « régiment des immortels » créé en 2012 par les Russes pour célébrer la victoire contre le nazisme, être adoptée dorénavant chaque 11 novembre, jour consacré pour rendre hommage à tous les morts pour la France. Cela constituerait une puissante démonstration d'unité de la nation et de fidélité à ses aïeux et à son Histoire, ainsi qu'une opportunité pour réveiller l'âme de la France aujourd'hui trahie par des élites mondialistes et multiculturalistes.

Général (2s) **Antoine MARTINEZ**

coprésident des Volontaires Pour la France